n°8 La Lettre du Maire

Vivre ensemble, en sécurité

Juin 2009

Chères Argenteuillaises,
chers Argenteuillais,

Le conseil municipal du 25 mai a adopté la motion demandant la mise en place d'une unité de police « UTEQ » à Argenteuil, qui est la plus grande ville du Val-d'Oise. Les unités territoriales de quartier (UTEQ) ont été expérimentées avec succès en Seine-Saint-Denis. Elles sont composées de policiers volontaires, aguerris, qui ont bénéficié d'une formation spécifique, adaptée à leurs missions territoriales. Après avoir supprimé la police de proximité en 2002, le gouvernement se voit aujourd'hui obligé de la remettre en place pour faire face à la réalité des quartiers. Soit. **Laissons de côté les polémiques, il s'agit de la sécurité des personnes et des biens qui est une des conditions d'épanouissement de la citoyenneté. La sécurité est la première des libertés.** C'est, pour moi, le sujet d'une préoccupation constante.

Avec Nicolas Bougeard, adjoint au maire chargé de la tranquillité publique, nous savons que les Argenteuillais veulent vivre ensemble en sécurité. Nous y travaillons avec détermination, en lien avec les autorités compétentes, le commissariat de police, la sous-préfecture, en mettant en œuvre le contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance, en étant à l'écoute des habitants, des commerçants, des entrepreneurs... **Une « UTEQ » renforcerait le dispositif actuel qui s'appuie sur la police municipale** - réformée en profondeur et présente dans les quartiers de notre ville - **et la police nationale,** malheureusement affaiblie sur notre territoire par des années de réduction d'effectifs et de moyens.

Or, le gouvernement a exclu Argenteuil de ce nouveau dispositif, un des rares créés ces dernières années qui soit prometteur. C'est inacceptable et c'est à se demander si notre territoire est vraiment représenté au niveau national. Argenteuil a-t-elle seulement vocation à servir de décors aux effets de manche de l'actuel président de la République ? Des villes comme Cergy ou Sarcelles, qui doivent faire face elles aussi à des actes de délinquance trop nombreux, vont bénéficier de la création d'une de ces unités. **Mais, encore une fois, Argenteuil est ignorée et les Argenteuillais bafoués. Une nouvelle fois l'État refuse pour notre ville les moyens utiles à la sécurité au quotidien.**

Le conseil municipal, dans sa grande majorité, a réagi. Il nous faut, aujourd'hui et ensemble, aller plus loin. **Je vous appelle à signer la pétition que nous lançons pour faire valoir les droits des Argenteuillais à la tranquillité.** Forts de votre engagement, nos voix porteront plus loin pour obtenir le renforcement des effectifs de la police nationale à Argenteuil.

Je vous assure de mon dévouement.

Philippe Doucet

Maire d'Argenteuil,
Président de la communauté d'agglomération
d'Argenteuil-Bezons

ARGENTEUIL

Motion adoptée le 25 mai par le conseil municipal **pour la mise en place d'unités territoriales de quartier (UTEQ)**

TEXTE INTÉGRAL

- **Considérant que depuis 2008, le gouvernement a décidé de la mise en place d'unités territoriales de quartier (UTEQ)** dont l'objectif est de rétablir dans les territoires difficiles des liens de confiance entre la police nationale et la population, permettant ainsi une lutte efficace contre la petite et la moyenne délinquance ;
- **Considérant que cette nouvelle force de police,** composée de policiers volontaires plus aguerris, bénéficiant d'une formation spécifique adaptée au lieu d'exercice de leurs missions a été expérimentée avec succès en Seine-Saint-Denis, et **fait l'objet d'une extension en Ile-de-France** (Clichy, Cergy, Sarcelles, Sevran, Corbeil-Essonnes, Evry, Sénart,...) ou en Région (Lille, Le Havre, Toulouse...) ;
- **Considérant que ces unités représentent ce qui est attendu par une majorité de nos concitoyens de la part de la police nationale :** une police visible, proche des gens et de leurs préoccupations, qui patrouille au quotidien sur le terrain ;
- **Considérant qu'aujourd'hui à Argenteuil, cette mission de proximité est uniquement réalisée par la police municipale, avec un coût financier important pour notre collectivité territoriale,** alors que les faits de délinquance et de violence constatés chaque jour justifieraient la mise en place par l'Etat dans certains de nos quartiers de dispositifs policiers adaptés.

Le conseil municipal d'Argenteuil demande au gouvernement la mise en place dès 2009 d'unités territoriales de quartier (UTEQ) à Argenteuil.

Dernière minute : passeports

Le maire défend les Argenteuillais face à l'État

Philippe Doucet, maire d'Argenteuil, a décidé, **que depuis le 1er juin, les services municipaux ne traitent que les demandes de passeports des habitants d'Argenteuil et Bezons.** Dans une lettre à ses collègues des communes limitrophes, le maire d'Argenteuil explique sa décision. L'État a la responsabilité de délivrer les passeports. Il a désigné 2 000 communes, dont la nôtre, pour faire ce travail à sa place et délivrer les nouveaux passeport biométriques. **La commune perçoit environ 3 € par passeport délivré. Chaque passeport coûte 22€ à la mairie d'Argenteuil.** Cette décision du maire vise à obtenir la revalorisation du dédomagement de l'État. Dans notre ville, la gestion attentive de l'argent public doit s'appliquer à tous, y compris à l'État.

PÉTITION CITOYENNE Je signe

Vivre ensemble, en sécurité
Police de proximité : l'État doit créer une « UTEQ » à Argenteuil !

Je soussigné, habitant d'Argenteuil, soutien la motion adoptée par les élus du Conseil municipal de ma ville, à l'initiative du maire, le 25 mai dernier, demandant à l'État le rétablissement de la police de proximité à Argenteuil en créant une première UTEQ.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ 95100 Argenteuil*

Signature :

* Vos coordonnées attestent que vous êtes Argenteuillais. Elles ne seront ni utilisées, ni rendues publiques, ni conservées, ni transmises.

À compléter et à retourner à
Philippe Doucet, Maire d'Argenteuil - Pétition citoyenne
12 - 14 boulevard Léon-Feix - 95100 Argenteuil
ou à déposer dans les **accueils municipaux**
(hôtel de ville, mairies de quartier).